La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste La Lutte

5 juin 2015 « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx Stib

Turquie : les grévistes font reculer le patronat !

Pendant 13 jours, les 5 700 ouvriers de Renault Bursa en Turquie ont fait grève et occupé leur usine pour exiger des augmentations de salaire, afin de compenser une inflation de plus de 20% par an, ainsi que pour la liberté de choisir leur syndicat.

Un mois auparavant, une grève chez Bosch, dans la même zone industrielle, avait permis aux ouvriers d'obtenir des hausses de salaire allant de 12% à 60%.

Un important mécontentement se fait en effet sentir dans les usines de l'ouest de la Turquie où l'inflation est à l'origine d'un effondrement dramatique du pouvoir d'achat des travailleurs. Mais le syndicat implanté dans la majorité des usines de la métallurgie est le syndicat Türk-Metal-is qui est dévoué au grand patronat et dont les dirigeants sont influencés par l'extrême droite. Fin 2014, Türk-Metal-is a signé un accord de trois ans prévoyant une hausse de salaire de… 3%. Et quand, en janvier, le syndicat concurrent Disk a tenté d'appeler à la grève sur ce problème, le gouvernement l'a purement et simplement interdite.

Néanmoins, les ouvriers de Bosch ont quand même fait grève et ils ont rapidement obtenu gain de cause. Leur revendication d'une augmentation de salaire de 130 euros par mois fut alors reprise par ceux de Renault.

Dans ce pays où règnent la répression, la dictature du grand patronat, l'absence de liberté syndicale, le mouvement de Renault a débuté par des gestes simples de rébellion collective : des vacarmes dans les cantines, des manifestations dans l'usine après le travail, puis dans le centre-ville. Les liens entre travailleurs se sont ainsi renforcés. Le signal de la grève fut donné le 14 mai par le licenciement de quatorze travailleurs qui avaient mis fin à leur adhésion à Türk-Metal-is. L'équipe de nuit débraya aussitôt. Pensant couper court au mouvement, le directeur se déplaça en pleine nuit devant l'usine arrêtée pour annoncer la réintégration des travailleurs licenciés. Mais cela ne fit qu'encourager les travailleurs et lorsque la direction confirma qu'elle refusait toujours d'augmenter les salaires, cela entraîna immédiatement la grève et l'occupation totales de l'usine.

Les revendications des grévistes d'Oyak Renault furent rapidement reprises par les travailleurs d'autres usines de la région : refus de tout licenciement, rejet du syndicat mafieux Türk-Metal-is et augmentation des salaires comme chez Bosch. Bientôt, avec ceux de Fiat à Tofas, près de 16 000 ouvriers étaient en grève, occupant jour et nuit leur usine.

Chez Renault, les grévistes ont élu leurs propres délégués d'atelier, rendant compte en assemblée générale des rencontres avec la direction ou avec la police. Les décisions étaient prises en assemblée par vote à main levée ou acclamations.

Devant les menaces proférées par les autorités, les grévistes ont voté de ne plus se rendre aux convocations de la police, commentant : « Si le préfet a quelque chose à dire, qu'il vienne devant l'usine ».

Le mouvement s'est étendu à d'autres usines des zones industrielles de Bursa, de la grande banlieue d'Istanbul et d'Izmit : Fiat, Valeo et Delphi à Tofas, Türk Traktör à Ankara ont débrayé puis, à leur tour, les 8 000 travailleurs de Ford Otosan à Izmit sont entrés en grève le 18 mai sur les mêmes revendications, élisant leurs propres délégués et annulant leur adhésion à Türk-Metal-is.

Le patronat de la métallurgie semble hésiter à faire appel aux forces de police, postées non loin des usines, en particulier sans doute à cause de la proximité des élections législatives prévues le 7 juin.

Contrairement à ce que prétend la propagande patronale, le mouvement continue à s'étendre à d'autres villes comme Izmir où les ouvriers de l'usine de jantes CMS ont obtenu une prime de 330 euros après avoir seulement distribué un tract menaçant de faire grève. Des villes moyennes sont touchées à leur tour.

Les grévistes d'Oyak Renault ont repris le travail le 27 mai au matin, à la suite d'un accord garantissant l'absence de sanctions, le maintien des délégués élus par les ouvriers comme seuls interlocuteurs valables – ce qui sape en partie les bases du pouvoir de Türk-Metal-is –, 200 euros de prime annuelle garantie, 500 euros pour la reprise et l'assurance que l'accord salarial sera revu dans le mois qui vient.

Ce succès ne pourra qu'encourager les milliers de travailleurs qui continuent à se battre pour survivre face à un patronat rapace. Comme le dit un slogan des grévistes :

« Si tu ne veux pas te retrouver à la rue, lutte ! ».

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Hausse salariale !

Le passage concret des chèques repas en papier à la version électronique est annoncé pour fin juin. Bien sûr, la carte magnétique est plus pratique. Mais ce n'est toujours pas de l'argent; on ne peut pas acheter ce qu'on veut et la valeur est limitée dans le temps à 12 mois. Alors, les économies que fait le patron dans cette opération doivent nous revenir sous forme de salaire !

Propagande patronale

La direction veut des travailleurs « fiers et engagés ». Pour elle, la motivation doit venir du salaire, de l'équilibre entre travail et vie privée, du cadre de travail... Elle raconte qu'elle veut répondre à nos attentes, reconnaître nos capacités, nous donner des responsabilités. Sans blague ! Puisque notre sort est si enviable, alors qu'on échange : la direction vient bosser dans les dépôts, les ateliers, sur le réseau pour un salaire d'ouvrier et nous allons travailler dans les bureaux de l'Atrium au barème maximum !

Mauvaises conditions de travail

La direction ne peux nier un taux absentéisme important, qu'elle attribue aux « difficultés professionnelles », à « l'ambiance de travail ». Elle joue sur les mots pour ne pas parler des conditions de travail; comme si le problème c'était les collègues ou la circulation en ville. Non, ce sont bien les planchettes ping-pong, les sièges insupportables, l'incertitude et l'irrégularité des horaires qui nous minent. Les chefs, eux, suivent des formations pour apprendre à nous expliquer comment positiver sans rien améliorer...

Cadeaux au patronat

Le gouvernement s'apprête à réduire les cotisations sociales des patrons qui font travailler des étudiants. Actuellement, l'exonération se limite à 50 jours de travail par an, que ce soit à temps complet ou partiel. Le gouvernement veut étendre l'exonération à 400 heures effectives par an. Près d'un demi-million d'étudiants travaillent chaque année dans le commerce, l'Horeca, la construction ou le transport. Ce seront donc des millions d'euros de cotisations patronales qui manqueront pour financer l'enseignement, les soins de santé ou les allocations sociales.

Mobilisation chez Decathlon

Des centaines de travailleurs et de syndicalistes ont bloqué l'entrée du nouveau magazin Decathlon à Evere le jour de son ouverture pour dénoncer la politique patronale. Si Decathlon peut afficher des prix plancher et des profits record, c'est grâce au recours massif aux contrats à durée déterminée et au paiement des salaires inférieurs au barème des fonctions. Par ailleurs, au dépôt de Willebroek, la direction essaye d'imposer le travail de nuit pour répondre aux commandes par le web.

Cette action ne suffira probablement pas à elle seule à faire reculer le patron, il faudrait que la menace de bloquer tous les Decathlon du pays, brandie par les syndicats, soit mise à exécution par les travailleurs !

Justice ne rime pas avec austérité

Cela fait des mois que le personnel de sécurité du palais de justice de Bruxelles est en sous-effectif criant. Surcharge de travail, heures supplémentaires impayées, les agents ont plusieurs fois marqué leur mécontentement en se croisant les bras. Des procès ont dû être remis à plusieurs reprises faute de pouvoir transférer les détenus à l'audience. L'État a été condamné à exécuter ses obligations sous peine d'une astreinte. La classe politique se targue de défendre « l'État de droit », mais en réalité, elle est bien plus soucieuse de faire des économies dans le fonctionnement des ministères pour financer les cadeaux au patronat !

Contre l'exploitation du dimanche !

Une centaine de militants syndicaux se sont mobilisés contre l'opération Shopping on Sunday qui autorise les commerces du centre-ville à ouvrir le dimanche en tant que zone touristique. Ils ont notamment réussi à faire fermer plusieurs grandes enseignes à City 2 ainsi que dans la rue Neuve. Le travail du dimanche c'est non seulement un cauchemar pour la vie de famille mais c'est aussi la multiplication des contrats à durée déterminée. De nombreux travailleurs sont forcés par leur patron à travailler le dimanche sans sursalaire et sans compensation. Ce n'est évidemment pas pour créer de l'emploi que les magasins veulent ouvrir le dimanche, mais bien pour augmenter les bénéfices.

Xénophobie et hypocrisie

Le bourgmestre CDH de Mouscron a demandé à la commune frontalière française de Wattrelos de construire un mur pour séparer l'aire pour gens de voyage des riverains belges. Devant la polémique grandissante, le bourgmestre a parlé de « fausse information ». En réalité, l'aménagement de l'aire et la construction du mur traduisent la volonté des politiciens français et belges de contrôler, d'isoler et de cacher ces pauvres qui vivent de manière nomade et satisfaire ainsi la frange la plus réactionnaire de leur électorat.

Si tu veux discuter avec des militants du bulletin ou raconter ce qui se passe dans ton secteur, contacte-nous par courrier à BP5 1050 Ixelles-Porte de Namur (sans autre mention), par mail à contact@lalutte.org ou par téléphone au 0489/806 120. Notre site internet: www.lalutte.org
Éditeur responsable: M.E. Gerard, BP5 1050 Ixelles-Porte de Namur. Ne pas jeter sur la voie publique SVP